

SOCIÉTÉ

Hanane Bouseta, éducatrice, chasse le mythe de la radicalisation et dénonce des pratiques de son métier

Pour son premier ouvrage, Hanane Bouseta, éducatrice de rue dans les quartiers de Beauvais depuis 15 ans, dénonce ce qu'elle appelle : «la fabrique de la radicalisation». Son ouvrage qui vient de paraître : Les éducateurs face à la radicalisation - Le cas de la prévention spécialisée, publié aux éditions L'Harmattan, s'appuie sur son itinéraire de vie et sur son travail théorique en particulier sur le terrain de la prévention spécialisée.

Dans quelle mesure votre parcours a conditionné l'écriture de ce livre ?

«En 2016, j'ai entamé une formation dans la recherche, un diplôme d'Etat en Ingénierie Sociale (DEIS), suivi d'un master de recherche en travail social. J'ai rédigé un mémoire de recherche pour assurer la certification : un travail d'autobiographie raisonnée pour identifier le fil conducteur au niveau de mon itinéraire social. Il se trouve qu'à ma grande surprise la question de la radicalisation faisait partie à la fois de mon itinéraire de vie et de celle de la prévention spécialisée bien avant d'apparaître dans les préoccupations médiatiques. J'ai repéré en premier lieu, la quête d'identité durant ma période adolescente qui m'a conduite à militer dans l'Islam.»

Comment s'est traduit ce militantisme dans votre vie ?

«Je suis née et j'ai grandi dans le quartier de Saint-Jean. À l'époque, en 1990, il y avait le mouvement du Tabligh (NDLR : mouvement de prédication de masse). Mon frère a été convaincu par leurs discours et a prêché à son tour, et j'ai été convaincue également. J'ai commencé à faire mes cinq prières journalières, dès l'âge de 12 ans, alors que mes parents ne priaient pas. À 17 ans, je décide de porter le voile. J'étais la seule élève portant le voile au lycée Truffaut. C'était au moment où les premières affaires du voile commençaient à être médiatisées en France. À cause de la circulaire Bayrou, qui interdisait le port de signe ostentatoire, j'enlevais mon voile avant de rentrer au lycée et le remettais en le quittant. J'ai délaissé mes amies avec lesquelles je trouvais de moins en moins d'intérêts et me suis rapprochée de femmes plus âgées, mariées, qui m'ont appris que le mariage répondait à la moitié de la religion. À 18 ans, j'abandonne mes études et je décide de me marier pour plaire à Dieu. Pour moi ce qui était important c'était la vie après la mort, j'attendais la mort avec impatience. J'étais convaincue que ce monde était un bas-monde et qu'il fallait que je gagne mon ticket pour le paradis. J'étais prête à tous les actes possibles pour plaire



à Dieu et multiplier les bonnes actions. Je me suis mariée avec un prétendant de mon quartier choisi par mon frère.»

Depuis 15 ans, vous êtes éducatrice de rue dans les

«Dans le cadre de mes stages, je rencontre des jeunes en quête d'identification, qui s'identifient à moi. Certains dans le secteur du handicap, vont jusqu'à prendre un bout de tissu pour le mettre sur la tête. C'est un véritable choc ! Il y a une différence entre l'habit que je porte et qui je suis. Si ces identités étaient confondues, je constate qu'en avançant dans mes projets de vie, elles s'entrechoquent et me bousculent. Je porte un voile et aussi une responsabilité de représentativité. Suis-je, en capacité de représenter la religion ? La réponse était non. Je n'ai ni envie de faire du prosélytisme, ni d'islamiser le public que je rencontre. Alors, comment faire pour ôter ce voile qui ne correspond plus à ma nouvelle identité ? Comment affronter à nouveau le regard des autres ? Est-ce qu'on va me juger, me condamner ? C'était très difficile. Comme il a fallu un cheminement pour porter le voile, il en a fallu un pour l'ôter. En 2005, lorsque, j'ai signé mon contrat de travail, je l'ai ôté définitivement.

Vous définiriez-vous comme une ex-radicalisée ?

« Au regard de la grille de lecture actuelle construite par les services de renseignement et de sécurité, je serais une radicalisée. Selon moi, je ne l'étais pas. J'avais terriblement besoin de trouver un référentiel simplifié, une identité positive. J'ai évolué et grandi dans un climat de violences, familiales et environnementales, toutes ces difficultés que peut rencontrer un quartier prioritaire et ce terrible manque de projection dans l'avenir. Je me projetais plutôt dans l'au-delà ! Du coup je me suis questionnée : c'est quoi être radicalisée ? J'ai pris conscience que c'est un terme très complexe. Dans ce livre, je tente de le décomposer pour comprendre son fonctionnement.»

Selon vous, que veut dire : radicalisation ?

«Il est une construction que j'appelle le phénomène dit de radicalisation pour le mettre à distance de mon histoire et l'observer de façon objective. C'est un mot fourre-tout. Dans cet ouvrage, je chasse le mythe en revenant à son étymologie, à son histoire. Autrefois, on utilisait le mot radicalisation pour désigner les partis d'extrêmes gauches en Angleterre et aux Etats-unis. Il est intéressant de voir comment le terme a été remodelé à travers le temps et ce jusqu'aux attentats de Mohammed Merah et de Charlie hebdo. De constater, qu'il s'agit en fait, d'une fabrique. Pour cela, je m'appuie sur des cas concrets et sur mon expérience professionnelle de terrain. Lorsque les médias ou les politiques parlent de radicalisation, de djihadisme, ou de terrorisme, ils laissent en-

tendre qu'il s'agit de l'Islam. Ces amalgames et ces discours sont assumés et stigmatisent une population qui ne devrait pas l'être. C'est un mot dangereux qui nourrit l'actualité. On trouve un profil pour s'en prévenir. L'état parle d'ennemi intérieur, que ce soit Nicolas Sarkozy, François Hollande. Emmanuel Macron, quant à lui parle d'ennemi endogène... Ce serait des enfants de parents issus de l'immigration, ils se trouveraient dans des quartiers dits prioritaires, dans les banlieues... Ce qui laisse entendre que les éducateurs de rue sont en première ligne pour observer ces phénomènes. Mais ils sont où ces phénomènes ? Ce n'est pas ce que je vois au quotidien. Il y a des situations, où j'ai rencontré des jeunes qui ont eu des idées d'aller combattre en zone irako-syrienne, qui ont été condamnés pour apologie au terrorisme, mais, il s'agissait de

troubles de la personnalité, de troubles mentaux»

Dans votre livre vous dénoncez les dérives de votre profession.

«La spécificité des éducateurs de rue est de travailler sans mandat, et sur le principe de libre adhésion et de confidentialité. Cela facilite la relation de confiance, nous n'avons de compte à rendre ni à un juge, ni à l'aide sociale, ni à la police... Aujourd'hui, les éducateurs de rue en France se trouvent en très mauvaise posture. La question de la radicalisation est venue remodeler la prévention spécialisée. À travers, différents territoire, elle n'hésite pas à tourner le dos à ses principes de confidentialité, de libre adhésion, d'anonymat, d'absence de mandat... Par exemple, il a été demandé aux éducateurs de rue d'assurer un relai sur la plateforme d'écoute : Stop-Djihadisme mise en place pour

les cellules familiales. Ce qui est confié à ces éducateurs est transmis aux services de renseignements ou de police. Certains, n'hésitent pas à tourner le dos à 70 ans d'histoire et de luttes pour préserver les valeurs de la prévention spécialisée ! Je suis inquiète quant à son avenir !»

Vous prétendez que la radicalisation est une opportunité financière pour certaines associations ?

«J'ai reçu plusieurs formations de prévention et de lutte contre la radicalisation. Lors de ces sessions, j'avais plus de questions que de réponses ! Et d'ailleurs, comment répondre à une problématique qui n'a pas été définie ? J'ai constaté que le nerf de la guerre, c'est l'argent. Beaucoup, beaucoup de subventions sont débloquées autour de cette problématique et auxquelles de nombreuses associations répondent, en se définissant comme des experts. La radicalisation est une construction qui génère un appât du gain. Plusieurs publications de rapports sénatoriaux ont dénoncé ces associations. Dans mon enquête, je relaie les propos d'un responsable de la prévention de la délinquance, qui prétend qu'à partir du moment où la préfecture lance un appel à projet et que l'on répond avec le mot radicalisation, la demande est automatiquement validée, alors qu'on ne sait pas si cet argent sera bien utilisé !»

Samira Houari

BEAUVAIS HYPER CENTRE
DU STUDIO AU 5 PIÈCES
RÉSIDENCE «LE FRANC MARCHÉ»

Investissement patrimonial

Travaux en cours

Prêt à taux 0%

EXCEPTIONNEL

Appartement T2
de 44m² : Entrée avec placard, séjour, cuisine aménagée, chambre, salle d'eau et wc. Terrasse de 12m² + jardinet Garage fermé. Belles prestations

155.000€

(Frais de notaire 2%)

Renseignements & commercialisation

LK PROMOTION

19 Bis, rue Villiers de l'Isle Adam
60000 BEAUVAIS
Tél. 03 44 48 15 07
www.lkpromotion.fr